© Médecins du Monde

INTERNATIONAL NETWORK

Un an d'attaques contre les humanitaires en Territoire Palestinien Occupé

Médecins du Monde, victime et témoin, expose les faits

Préface

À Médecins du Monde, nous reconnaissons et respectons profondément l'immense dévouement de nos équipes en Palestine. Elles ont choisi de travailler pour la santé des communautés, animées par un engagement envers la solidarité et la justice sociale. Malgré les innombrables défis, y compris les attaques qui menacent leur vie et les empêchent de faire leur travail, nos équipes restent sur le terrain, affrontant avec résilience une injustice intolérable. Leur présence inébranlable dans des conditions si difficiles mérite la plus haute reconnaissance. Par leur travail et leurs témoignages, elles mettent en lumière des réalités qui interpellent profondément notre responsabilité morale commune. Nous amplifions leurs voix pour sensibiliser notre communauté mondiale et continuer à plaider pour le respect de la dignité humaine fondamentale. Notre organisation entière se tient fermement aux côtés de nos équipes et de leurs familles. Nous leur apportons notre soutien le plus fort, en reconnaissance de leur précieuse contribution et de leur engagement indéfectible envers notre mission commune. Leur courage et leur dévouement nous inspirent tous.

Jean-François Corty, Président de Médecins du Monde France
José Fernandez, Président de Médicos del Mundo Espagne
Dr. Laurent Lob & Antoine Kernen, Présidents de Médecins du Monde Suisse

Cette année a été marquée par une aggravation alarmante de la situation dans le Territoire Palestinien Occupé. Alors que la Cour Internationale de Justice a averti d'un risque de génocide, la guerre s'étend dangereusement en Cisjordanie occupée et au Liban. Dans ce rapport, Médecins du Monde rend compte de son expérience : fournir une assistance médicale dans un contexte d'obstruction à l'aide humanitaire, d'attaques ciblant les civils, y compris nos collègues, et de rétrécissement de l'espace humanitaire.

Ce rapport révèle les détails des nombreuses obstructions à la réponse humanitaire de Médecins du Monde en Territoire Palestinien Occupé, observées entre le 7 octobre 2023 et le 24 septembre 2024.

- Depuis presque un an, les bombardements intenses de l'armée israélienne et les combats au sol mettent en péril les équipes de Médecins du Monde dans la bande de Gaza. Les conditions minimales de sécurité ne sont pas remplies, même au sein des « zones humanitaires » unilatéralement désignées par Israël, et pourtant fréquemment frappées par des bombardements israéliens. **Un collègue a été tué, trois autres gravement blessés et l'ensemble du personnel a perdu un ou plusieurs membres de leurs familles**, en violation avec les obligations des parties au conflit de respect et de protection des civils et des travailleurs humanitaires[1]. Les locaux de Médecins du Monde ont été envahis et endommagés par les forces israéliennes alors que les procédures dites de « déconfliction » étaient clairement suivies.
- Les opérations et les équipes de Médecins du Monde ont subi des déplacements forcés répétés sur ordre de l'armée israélienne. Au mois de septembre 2024, **92 % du personnel Médecins du Monde a vécu un déplacement forcé.** Les opérations de Médecins du Monde ont été transférées de force jusqu'à trois reprises : de la ville de Gaza à Rafah, puis dans le centre de la bande de Gaza. En août, une partie des opérations a été à nouveau déplacée, à Khan Younès cette fois.
- Les équipes de Médecins du Monde continuent de fournir une aide humanitaire en première ligne dans des conditions extrêmement instables alors qu'elles sont aussi vulnérables, déplacées, privées de nourriture et de vêtements adéquats et exposées aux bombardements, aux maladies et aux conditions météorologiques.
- **En un an, seuls quatre camions acheminant une aide de Médecins du Monde ont pu pénétrer dans la bande de Gaza. Les cargaisons ont été bloquées entre un et deux mois avant d'obtenir l'autorisation de pénétrer dans l'enclave.**
- En Cisjordanie occupée, toutes les équipes de Médecins du Monde signalent une détérioration dramatique des restrictions imposées à l'accès humanitaire et à la liberté de circulation depuis octobre 2023. Cela s'explique par l'augmentation des attaques perpétrées par les colons, l'escalade des raids militaires israéliens à l'encontre des communautés palestiniennes et par le renforcement de l'infrastructure militaire israélienne de restrictions de mouvement.

En tant que puissance occupante, Israël est tenu d'assurer l'accès à une alimentation adéquate, à des fournitures médicales, à un abri et à d'autres fournitures essentielles à la survie de la population civile en territoire occupé[2]. Non seulement les autorités israéliennes manquent à cette obligation, mais elles entravent le travail vital des acteurs humanitaires engagés pour la survie et la réponse aux besoins de base de la population civile palestinienne.

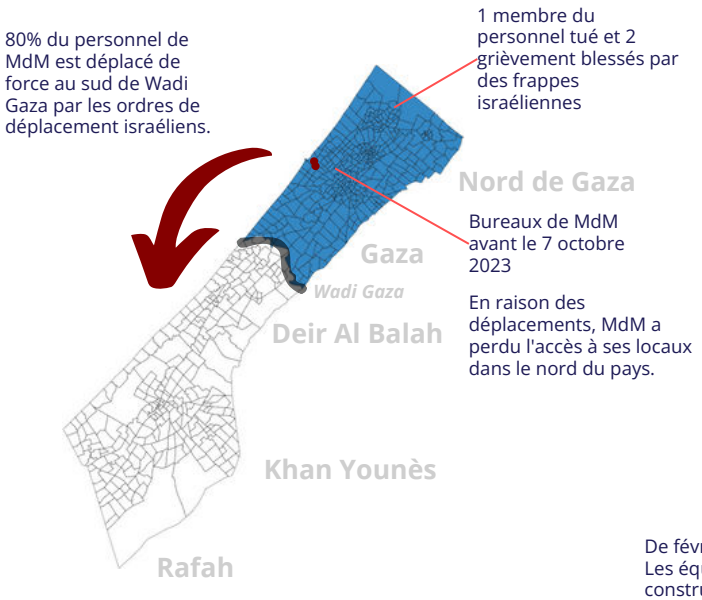
BANDE DE GAZA

DÉPLACEMENTS FORCÉS DU PERSONNEL ET DES OPÉRATIONS, ATTAQUES DES LOCAUX ET ENTRAVES À LA FOURNITURE D'AIDE ET DE SERVICES MÉDICAUX

- Vague de déplacement forcé du personnel et des opérations de Médecins du Monde (MdM)
- Lieu d'où les opérations de MdM ont été déplacées
- Lieu utilisé par les opérations de MdM : centre de santé fixe, lieu visité par les équipes mobiles de MdM, bureaux de MdM
- Attaque des locaux de MdM ou des partenaires humanitaires de MdM
- Zone visée par les ordres de déplacement forcé israéliens (source : OCHA)

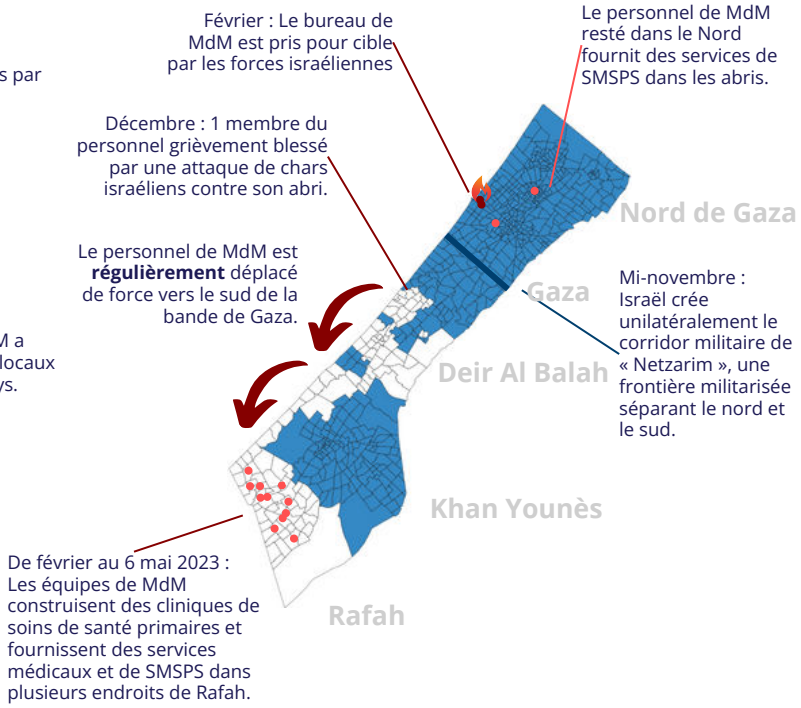
Octobre - Novembre 2023

Ordres de déplacement forcé israéliens sur toutes les zones au nord de Wadi Gaza au 13 octobre 2023



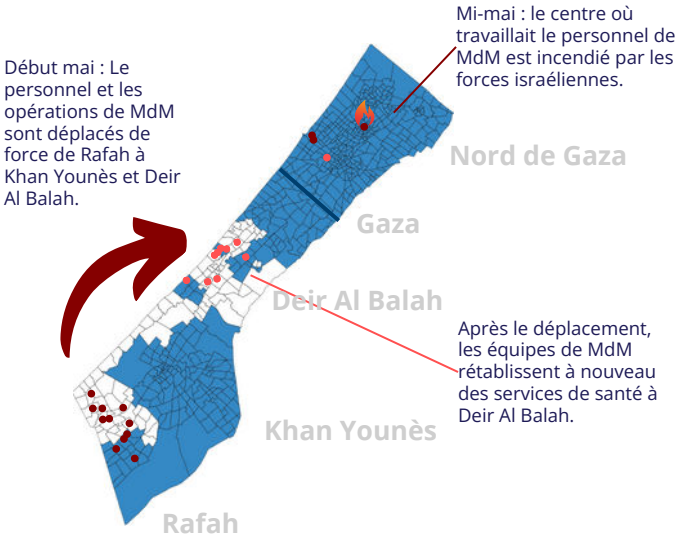
Novembre 2023 - Mai 2024

Ordres de déplacement forcé israéliens au 5 mai 2024
(juste avant l'invasion israélienne de Rafah)



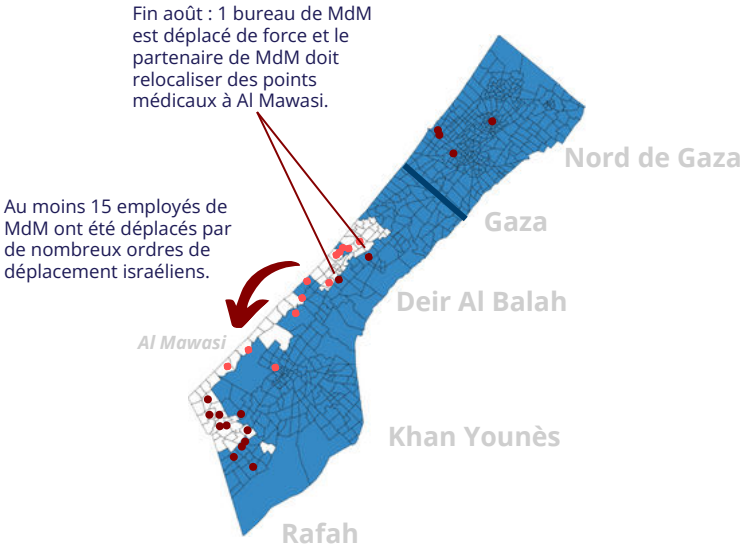
Mai - Juillet 2024

Ordres de déplacement forcé israéliens au 8 juillet 2024



Juillet - Septembre 2024

Ordres de déplacement forcé israéliens au 14 septembre 2024



1 Chronologie des obstructions et des attaques à l'encontre des équipes et des opérations de Médecins du Monde

Début octobre 2023,
80% du personnel de Médecins du Monde est déplacé de force au sud de Wadi Gaza suite à l'émission des ordres de déplacement forcé.

Les 26 et 29 octobre 2023,
deux employés de Médecins du Monde sont gravement blessés par des frappes aériennes israéliennes sur leur domicile dans la ville de Gaza. L'une est restée coincée sous les décombres de onze étages pendant quatorze heures et a perdu toute sa famille. Le second aurait dû être évacué à l'étranger pour être soigné mais cela s'est révélé impossible en raison de la fermeture des points de passage et des autorisations limitées d'évacuations médicales[3].

Le 5 novembre 2023,
Maysara Rayyes, médecin urgentiste et superviseur médical qui travaillait pour Médecins du Monde depuis deux ans, est tué avec plusieurs membres de sa famille par le bombardement de son immeuble dans la ville de Gaza.

En décembre 2023,
un employé de Médecins du Monde est gravement blessé lors de l'attaque par un tank israélien de l'école dans laquelle il avait trouvé refuge à Deir al-Balah.

Entre octobre 2023 et mai 2024,
les ordres militaires israéliens continuent de déplacer les équipes de Médecins du Monde vers le sud de la bande de Gaza. Les premiers mois, les équipes de Médecins du Monde ont dû s'adapter pour fournir une réponse sanitaire d'urgence au lieu des programmes de développement habituels, tout en assurant la sécurité et la protection de leurs familles dans un contexte de déplacements, de menaces constantes pour leurs vies et de coupures des communications.

Le 3 février 2024,
l'armée israélienne a fait irruption dans les locaux de Médecins du Monde, dans la ville de Gaza. Les soldats israéliens ont expulsé par la force un employé de Médecins du Monde et sa famille qui s'abritaient dans le bureau. Tous les hommes ont été expulsés d'une manière extrêmement humiliante et dégradante, les soldats les ayant forcés à se déshabiller avant de quitter les locaux. Les soldats israéliens ont ensuite fait exploser les murs et les colonnes du premier étage du bâtiment. Pourtant, Médecins du Monde avait clairement affiché son logo et communiqué l'emplacement des bureaux aux autorités israéliennes en amont de l'attaque.

Ce n'est qu'en février 2024
que Médecins du Monde a pu reprendre ses opérations, les débuts de la guerre ayant gravement déstabilisé les structures humanitaires, et la préoccupation primaire initiale étant la sécurité des collègues sur le terrain. Nos équipes et leurs partenaires locaux ont réussi à ouvrir leurs premières cliniques au milieu des bombardements et des déplacements forcés.

A la fin du mois d'avril 2024,
Médecins du Monde opérait cinq points médicaux et deux unités de SMSPS dans le gouvernorat de Rafah. A ce moment-là, Rafah était la dernière zone où pouvaient travailler les agences d'aide humanitaire.

Le 6 mai 2024,
Israël lance une invasion terrestre militaire de grande ampleur sur Rafah, enclenchant l'évacuation d'urgence des équipes et des opérations de Médecins du Monde qui se déplacent vers les gouvernorats de Deir al-Balah et de Khan Younès.

A la mi-mai 2024,
l'un des points médicaux soutenus par Médecins du Monde dans un abri de l'UNRWA est incendié par les forces israéliennes lors d'une offensive militaire soutenue de trois semaines contre le camp de réfugiés de Jabaliya.

En août 2024,
de nouveaux ordres de déplacements sont annoncés par Israël sur plusieurs zones de Deir al-Balah, réduisant encore davantage notre zone d'opération et forçant au moins 15 employés de Médecins du Monde à fuir.

Le 21 août,
les autorités israéliennes ordonnent l'évacuation d'un « bloc »[4] où étaient situés les bureaux de Médecins du Monde, entrainant l'évacuation d'urgence des équipes et des opérations en l'espace de 24 heures. Lors du transfert de Deir al-Balah à Al Mawasi, des tanks israéliens bloquent la route et tirent à proximité du convoi de Médecins du Monde.

2 Des conditions de survie désastreuses pour les équipes de Médecins du Monde

92% des équipes de Médecins du Monde sont déplacées de force, la plupart des employés ayant dû fuir au moins quatre fois. Les collègues de Médecins du Monde vivent dans des abris surpeuplés, des structures délabrées ou des tentes de fortune, qui ne respectent pas les besoins fondamentaux de sécurité et de dignité.

> **"Au moins 70 % de nos collègues ont perdu leur domicile."**
>
> *Coordinateur général pour Médecins du Monde en Palestine*

> **"Depuis le 13 octobre 2023, j'ai dû fuir ma maison à Jabaliya et me réfugier chez ma tante à Khan Younès. C'est difficile de surmonter toutes les pertes que j'ai enduré en l'espace d'un an. L'armée israélienne a mis le feu à ma maison il y a des mois et m'en refuse l'accès. Je vis dans une communauté où règne le chaos, sans règle de droit ou ordre, sans la moindre sécurité. Mon petit frère handicapé n'a plus accès à des soins médicaux, ma famille et moi avons perdu contact avec la plupart de nos amis et de nos proches. Nous ne pouvons même pas retrouver une certaine stabilité car nous ne sommes pas restés à un seul endroit : nous avons dû être évacués cinq fois suite aux ordres de déplacements forcés israéliens."**
>
> *Chargée de projet pour Médecins du Monde à Gaza*

L'état de santé des équipes est cruellement affecté par les déplacements forcés permanents, la surpopulation, les pénuries de fournitures médicales, l'absence d'eau potable, de nourriture saine, de vêtements et de produits d'hygiène. De nombreux collègues ont contracté des maladies telles que l'impétigo, des infections des voies respiratoires, des maladies de la peau, l'hépatite A ou des intoxications alimentaires. Certains membres des équipes souffrent de maladies chroniques et n'ont pas pu avoir accès aux traitements qu'ils prenaient avant octobre 2023. Trois collègues ont accouché pendant la guerre dans des conditions extrêmement précaires et ont dû faire face à d'immenses difficultés pour garantir la survie de leurs nouveau-nés. Les parents rencontrent des difficultés immenses à cause des pénuries d'articles de soins pour les nourrissons, des problèmes liés à l'allaitement et d'un accès limité au lait maternisé.

En raison de ces conditions de survie intolérables, le personnel de Médecins du Monde souffre d'une fatigue physique et émotionnelle prolongée. Chaque fois que nos équipes retrouvent un semblant de stabilité, de nouveaux ordres de déplacement les contraignent à repartir de zéro.

> **"Ce n'est pas facile de voir notre peuple vivre dans des tentes. D'entendre que vous perdez un proche, un ami, la perte de vos biens. De se coucher chaque soir sans savoir si l'on va se réveiller. De revenir du travail sans pouvoir être sûr de retrouver l'endroit où l'on vit dans le même état. On a l'impression d'être en vie, mais sans vraiment vivre. Ma maison me manque mais elle a été détruite donc même si je rentre chez moi, je ne la retrouverai pas. Nous ne pouvons pas accepter que ce soit cela, notre nouvelle vie."**
>
> *Coordinatrice pour Médecins du Monde à Gaza*

La mise en place de services médicaux par Médecins du Monde pour la population de Gaza repose entièrement sur le travail incroyable mené par nos collègues sur le terrain. Ils font preuve d'une détermination et d'un courage sans faille en continuant à apporter des soins médicaux dans ces conditions inacceptables.

3 Les restrictions israéliennes sur l'entrée de l'aide humanitaire entrainent de graves pénuries pour les opérations humanitaires

La bande de Gaza est sous blocus imposé par le gouvernement israélien depuis 17 ans. Le 9 octobre, le ministre israélien Yoav Gallant a ordonné un « siège complet de la bande de Gaza ». Tandis que les opérations militaires plongent Gaza dans la crise humanitaire la plus grave jamais vécue par sa population, les autorités israéliennes continuent de faire obstruction à l'entrée de l'aide humanitaire[5].

Dès les débuts de la crise, Médecins du Monde a acheté des médicaments et des fournitures de préparation à l'urgence en Cisjordanie occupée pour les envoyer à Gaza, comme lors de précédentes vagues de bombardements israéliens contre l'enclave.

> **"Après octobre 2023, les autorités israéliennes n'ont pas permis l'utilisation du corridor humanitaire depuis la Cisjordanie, un territoire situé à moins de 50 km, où la majorité des fournitures nécessaires pour répondre à l'urgence médicale à Gaza sont disponibles. Nous avons dû attendre 11 mois avant que les autorités israéliennes ne permettent l'entrée d'une première cargaison de la Cisjordanie à Gaza."**
>
> *Coordinateur général pour Médecins du Monde en Palestine*

En un an, seuls quatre camions acheminant une aide de Médecins du Monde ont pu pénétrer dans la bande de Gaza. Les cargaisons ont été bloquées entre un et deux mois avant d'obtenir l'autorisation de pénétrer dans l'enclave.

> **"Si un camion est retardé à l'un des points de passage israéliens, nous devons à nouveau tout coordonner pour le jour suivant. Le processus de coordination et les obstacles bureaucratiques sont si lourds qu'il s'agit en soi d'une restriction de l'accès humanitaire."**
>
> *Coordinateur général pour Médecins du Monde en Palestine*

Fin avril 2024, un convoi Médecins du Monde transportant du matériel de soins de santé primaire (SSP) et santé sexuelle et reproductive (SSR) a été préparé pour acheminement dans la bande de Gaza. Il n'a pas pu être envoyé en raison de la fermeture du point de passage de Rafah mi-mai. Cinq mois plus tard, le matériel ne pouvait toujours pas être acheminé à Gaza en raison de contraintes de sécurité et d'accès au point de passage de Kerem Shalom / Karam Abu Salem découlant de l'invasion terrestre de Rafah par Israël.

Israël classe certains articles humanitaires comme étant à « double usage », y compris parmi les biens essentiels comme les batteries, les véhicules, les conduites d'eau. Sans le blocus israélien et les mesures arbitraires, Médecins du Monde serait en mesure d'envoyer des camions médicaux complètement équipés et des matériaux de construction pour reconstruire les centres médicaux de Gaza. Dans un contexte opérationnel habituel, Médecins du Monde importerait des camions, des générateurs, des panneaux solaires, du matériel de diagnostic, du carburant, du matériel de protection, des équipements de communication, des matériaux de construction, qui sont des éléments essentiels pour répondre correctement à la crise humanitaire catastrophique à Gaza.

En raison de l'obstruction à l'acheminement de l'aide humanitaire à Gaza, les équipes de Médecins du Monde sont confrontées à de graves pénuries de médicaments essentiels, d'équipement médical et de laboratoire, d'antibiotiques, de traitements pour les maladies chroniques, de produits d'hygiène, d'eau potable et de nourriture saine. Les équipes médicales sur le terrain ont signalé une hausse significative des cas de malnutrition sur le mois de septembre 2024, qui s'ajoute à la propagation d'infections respiratoires aiguës, aux infections dermatologiques et à d'autres maladies transmissibles liées à l'absence de produits d'hygiène et aux conditions de survie qui se détériorent de jour en jour. Au-delà d'affaiblir la santé publique à Gaza, ces pénuries entravent également la réponse médicale en créant un cercle vicieux qui affecte gravement le rétablissement des patients. De simples infections qui pourraient être soignées en une semaine se détériorent et nécessitent des mois de supervision et de ressources médicales supplémentaires.

Les déplacements des organisations humanitaires pour acheminer l'aide à l'intérieur de la bande de Gaza s'avèrent extrêmement dangereux à cause des frappes aériennes, même dans la zone dite « humanitaire » par Israël. Pour chaque déplacement à l'intérieur de Gaza, Médecins du Monde est dans l'obligation de prévenir les autorités israéliennes, et de coordonner tous les déplacements à l'extérieur de la zone dite « humanitaire » par Israël ; ces déplacements finissent souvent par être retardés ou refusés[6]. Les frappes israéliennes ont visé des convois d'aide d'organisations telles que la World Central Kitchen, le Programme Alimentaire Mondial, et Anera, prouvant ainsi que la coordination avec les autorités israéliennes ne garantit pas la sécurité des travailleurs humanitaires.

CISJORDANIE

ACCÈS AUX COMMUNAUTÉS RESTREINT ET MENACES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PAR L'ARMÉE ET LES COLONS

Depuis octobre 2023, les autorités israéliennes ont considérablement renforcé les infrastructures servant à restreindre la liberté de circulation dans toute la Cisjordanie. Les 790 obstacles (checkpoints, portails militaires, buttes de terre, etc.) déstabilisent les services de santé publique, les établissements scolaires, les moyens de subsistance des populations, les liens sociaux et l'accès humanitaire[7]. Du 29 avril au 23 mai 2024, Médecins du Monde a récolté des données sur les restrictions des déplacements de leur équipe intervenant au nord de la Cisjordanie. Les données récoltées démontrent que sur une période de trois semaines, l'équipe terrain a passé au moins 21 heures bloquée à des checkpoints militaires, avec une moyenne de six déplacements pour dix employés par jour. Cela représente environ **une journée de travail complète perdue par semaine pour toute l'équipe en raison des temps d'attente aux checkpoints.** En outre, les équipes de Médecins du Monde sont régulièrement obligées d'emprunter d'autres routes – ce qui double le temps de trajet – afin d'éviter les axes principaux. La présence de colons israéliens y représente en effet un risque sécuritaire, et certaines communautés auprès desquelles Médecins du Monde intervient sont coupées des routes principales par les obstacles militaires israéliens.

Franchir les barrages militaires israéliens représente de sérieux risques en matière de sécurité. Les équipes de Médecins du Monde rapportent fréquemment avoir été humiliées, harcelées ou agressées par les soldats israéliens aux checkpoints. En novembre 2023, au checkpoint militaire à la sortie Est de Jéricho, malgré une coordination en amont avec les autorités israéliennes et le logo Médecins du Monde bien visible sur leur véhicule, les équipes ont fait face à une grave menace lorsqu'un soldat a réagi à leur arrivée en ouvrant le feu. Craignant pour leurs vies, nos collègues ont rebroussé chemin à l'intérieur de la vile et ont attendu plusieurs heures avant de repartir.

Les déplacements de Médecins du Monde sont régulièrement restreints par les problèmes sécuritaires causés par la violence des colons soutenue par l'Etat et par les incursions de l'armée israélienne dans les villes et les villages palestiniens. Médecins du Monde intervient dans des communautés palestiniennes rurales attaquées par des colons israéliens toutes les semaines. Nos équipes ont été arrêtées en chemin par des colons extrémistes armés; ces derniers effectuent des contrôles de documents et s'enquièrent de la raison de la présence de l'organisation en pointant leurs armes sur le personnel humanitaire de Médecins du Monde. L'accès des ONG internationales aux communautés fortement susceptibles d'être déplacées de force s'est gravement dégradé : d'octobre à décembre 2023, Médecins du Monde n'a pu accéder à aucune des communautés palestiniennes déplacées de force par la violence des colons soutenue par l'Etat israélien. Les familles déplacées n'ont pu recevoir l'aide de Médecins du Monde qu'après avoir rejoint des zones moins attaquées, notamment dans les villages palestiniens en zones A et B.

Médecins du Monde fournit également des services médicaux dans les camps de réfugiés palestiniens. Il est très dangereux d'y intervenir car l'armée israélienne mène de plus en plus de raids militaires dans ces communautés et se sert de tactiques de guerre mortelles, notamment des frappes aériennes. Ces évènements sont susceptibles de constituer des violations des normes du droit international puisqu'une importante population civile se trouve dans ces quartiers urbains. Ces raids accroissent les besoins humanitaires (déplacements forcés, destructions des infrastructures civiles, refus d'accès aux équipes médicales d'urgence) et entravent l'acheminement de l'aide. Le 28 août 2024, l'armée israélienne a mené un raid de dix jours à Jénine et a bloqué l'accès de Médecins du Monde. Six jours plus tard, les conditions sécuritaires ont uniquement permis à Médecins du Monde d'intervenir dans les villages voisins où se trouvaient des Palestiniens déplacés par le raid. Médecins du Monde n'a pu accéder à Jénine et au camp de réfugiés qu'une fois le raid terminé, le 7 septembre.

La plupart des évènements cités dans ce rapport peuvent constituer des violations des droits humains et du droit international humanitaire. Médecins du Monde est gravement préoccupé pour la sûreté et la sécurité de la population palestinienne à Gaza et en Cisjordanie, ainsi que pour celles de ses équipes. C'est pourquoi Médecins du Monde appelle les Etats ayant une influence sur les parties au conflit à prendre des actions concrètes, au-delà d'une simple condamnation, afin de garantir un cessez-le-feu immédiat et durable, un accès humanitaire non-entravé et adapté aux besoins, et le respect du droit humanitaire international sur l'ensemble du Territoire Palestinien Occupé.

Note aux rédacteurs

Médecins du Monde intervient dans le Territoire Palestinien Occupé depuis 1994. Dans la bande de Gaza, Médecins du Monde met actuellement en place une réponse médicale d'urgence pour répondre aux besoins de santé de la population en proie à la destruction des infrastructures de santé, à la pénurie d'eau, de nourriture et de matériel médical, ainsi qu'aux conditions extrêmes de déplacements, qui ont eu de graves conséquences sur la santé et ont augmenté les risques d'épidémie. Médecins du Monde assure le fonctionnement de 4 centres de santé et soutient 9 points médicaux de partenaires palestiniens locaux, en offrant à la population des soins de santé primaire, de santé sexuelle et reproductive, de santé mentale et soutien psychosocial (SMSPS), mais aussi des services de nutrition, des vaccins et du matériel de soins essentiels d'urgence tels que des pansements pour plaie.

En Cisjordanie, Médecins du Monde offre des soins d'intervention d'urgence en santé mentale et soutien psychosocial (SMSPS) aux Palestiniens victimes de la violence de l'occupation. L'organisation pilote une clinique mobile pour renforcer l'accès à la santé des populations vulnérables. Médecins du Monde soutient également les capacités de dix cliniques de soins de santé primaire, en fournissant du stock d'urgence, en créant des salles d'urgence et en renforçant les capacités locales.

Les obstructions de nos interventions présentées dans ce rapport sont aggravées par les restrictions imposées par les autorités israéliennes concernant l'accès du personnel humanitaire au Territoire Palestinien Occupé. Toutes les ONG internationales qui interviennent en Territoire Palestinien Occupé se heurtent à des restrictions établies par les autorités israéliennes liées à l'entrée des expatriés à l'intérieur du territoire ainsi que l'accès des salariés nationaux à Jérusalem et Gaza. Depuis le 7 octobre 2023, les autorités israéliennes ont cessé de renouveler les visas de travail pour les salariés internationaux et les permis pour les salariés nationaux, rendant l'accès au pays extrêmement difficile et les soumettant à d'éventuels refus arbitraires à la frontière. D'octobre 2023 à septembre 2024, deux membres de Médecins du Monde se sont vu refuser l'entrée à la frontière. L'organisation a reçu deux visas touristes délivrés pour une semaine seulement (au lieu de trois mois). De nombreux salariés expatriés sont obligés de travailler en dehors du pays en raison de la difficulté pour le personnel humanitaire à accéder au Territoire Palestinien Occupé.

REFERENCES

[1] Article 3 commun aux Conventions de Genève, Protocole I, Articles 70-73

[2] Convention de Genève IV, Art 55, 58

[3] Au 12 septembre, sur 14 510 patients dont l'évacuation médicale a été demandée depuis octobre 2023, 5 130 (35 pour cent) ont été évacués à l'étranger. Depuis la fermeture du point de passage de Rafah en mai 2024, seuls 219 patients ont été autorisés par les autorités israéliennes à quitter Gaza (OCHA).

[4] Le 1er décembre 2023, l'armée israélienne dévoile une carte interactive des ordres de déplacements, divisant la bande de Gaza en 623 « blocs » ou zones. A l'aide de cette carte, l'armée ordonne le déplacement des Palestiniens dans divers lieux de l'enclave. Cette carte s'est avérée imprécise, illogique et parfois contradictoire, provoquant la panique et la confusion de la population civile. (Forensic Architecture, Humanitarian violence in Gaza, 14 March 2024)

[5] Les ONG internationales présentes à Gaza ont systématiquement témoigné d'exemples précis d'obstructions de l'aide humanitaire depuis juillet 2024 (Humanitarian Snapshot of 15 July 2024; Humanitarian Snapshot of 30 July, Humanitarian Snapshot of 13 August, Humanitarian Snapshot of 30 August, Humanitarian Snapshot of 10 September)

[6] La coordination des déplacements humanitaires avec les autorités israéliennes consiste à fournir la raison du déplacement, les heures de départ et d'arrivée, ainsi que les horaires de chaque arrêt sur la route (y compris dans le cas de Médecins du Monde, 15 arrêts pour récupérer des travailleurs humanitaires), la position GPS de chaque arrêt, les numéros d'identité des chauffeurs et de chaque personne présente dans le véhicule, ainsi qu'une photo satellite de l'itinéraire. Il faut attendre la réponse, et si elle est négative, suggérer un autre itinéraire dans l'espoir d'obtenir la validation des autorités israéliennes.

[7] En juin 2024, Médecins du Monde a publié une étude de cas examinant comment les barrages militaires israéliens coupaient l'accès aux soins d'un village palestinien. Médecins du Monde, La santé en état de siège, 6 juin 2024 accessible sur ce lien : https://www.medecinsdumonde.org/en/news/west-bank-lock-out-of-health/